

Développement industriel

Aider les pays en développement à promouvoir l'industrie et à instaurer une société économiquement indépendante



Les objectifs concernés, parmi les huit OMD, sont indiqués en couleur.

Dans le domaine du développement industriel, la JICA soutient le développement du secteur privé qui stimule la croissance économique. L'Agence se concentre sur la promotion des échanges et des investissements, l'essor du tourisme, le développement des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que sur la dynamisation des industries et des économies locales. Elle apporte également une aide extensive au développement des infrastructures industrielles dans les

pays en développement, notamment pour l'approvisionnement stable en électricité, les ressources minières, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il s'agit de fournir aux pays en développement les moyens de se doter d'une base industrielle et de promouvoir leur industrie, d'accroître les perspectives d'emploi et d'instaurer une société qui permette à la population locale de profiter des effets bénéfiques du développement économique.

Dans une économie mondialisée, le soutien aux pays en développement par le biais de partenariats public-privé est essentiel. La JICA concentre ses efforts sur la coopération dans le secteur de l'environnement et d'autres secteurs où l'on peut tirer parti des technologies japonaises.

Développement du secteur privé

Situation générale

Les efforts en faveur du secteur privé visent à stimuler l'essor économique des pays en développement en renforçant les capacités des entreprises du secteur privé et des industries locales. La croissance et le développement du secteur privé et des industries locales sont essentiels pour la diversification et le renforcement de la compétitivité des industries des pays en développement. L'amélioration du climat de l'investissement pour les entreprises privées contribuera au développement des communautés à travers une forme de promotion industrielle qui exploite les ressources locales et le sentiment de réalisation personnelle de la population. Les gouvernements des pays en développement sont contraints de favoriser la vitalité de leur secteur privé en adoptant une perspective dynamique et inclusive pour développer les opportunités d'emploi, et par conséquent réduire la pauvreté.

Actions de la JICA

Jusqu'ici, les initiatives de la JICA en faveur du secteur privé étaient centrées sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Or, ces deux régions enregistrent aujourd'hui une formidable croissance économique. L'Afrique, qui souhaite profiter des enseignements tirés des expériences asiatiques, émet de plus en plus de demandes dans ce sens.

Le volume des échanges et des investissements dans l'économie globale s'est considérablement accru sous l'effet de la mondialisation. Non seulement les pays d'Asie, qui se sont hissés au rang d'économies émergentes sur la scène mondiale, mais bon nombre de pays en développement d'Afrique ou d'ailleurs sont incités à rejoindre des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou à signer des accords de partenariat économique (APE).

Dans un contexte économique globalisé, le risque qu'une crise économique éclatant dans un pays s'étende rapidement au reste de la planète et qu'elle ait des répercussions désastreuses sur l'économie des pays et des régions vulnérables est plus élevé, comme l'ont montré

les crises financière et économique de l'automne 2008 et les situations instables qui ont émergé dans de nombreux pays du Moyen-Orient dès le début de l'année 2011. L'aide apportée par la JICA doit donner aux pays en développement les moyens de se doter d'une base industrielle, de créer des emplois et de mettre en place une société dont les membres puissent récolter les fruits de leurs efforts en faveur du développement économique.

1. Promotion des échanges et des investissements

Par la promotion des échanges et des investissements, les pays en développement peuvent créer de nouveaux marchés, favoriser la diffusion de méthodes et de connaissances en finances et en gestion, créer des emplois et renforcer la compétitivité des entreprises sur la scène internationale. La JICA assure une aide dans trois domaines stratégiques : établissement d'une base industrielle, renforcement organisationnel et institutionnel, et développement des capacités.

Le premier point comprend la création de la législation et des institutions nécessaires à la promotion des échanges et des investissements, et la mise en place d'autres infrastructures indispensables à la croissance de l'industrie. Parallèlement, la JICA appuie le renforcement organisationnel des institutions qui jouent un rôle clé dans la promotion des échanges et des investissements, elle soutient différentes entreprises dans chaque pays, et elle contribue à développer les capacités des responsables politiques ainsi que les ressources humaines des entreprises privées. La JICA est ainsi en mesure de fournir une aide globale allant de l'élaboration de politiques industrielles à la promotion des exportations et des investissements.

Parmi les succès obtenus récemment, citons l'étude sur le renforcement des institutions de promotion des investissements au Cambodge, la création du Centre de promotion des exportations égyptiennes, le renforcement des capacités de l'Agence de développement de la Zambie, et le projet de renforcement du Centre de développement des ressources humaines pour l'exportation et l'investissement en République dominicaine.

Au Cambodge, la JICA a soutenu la mise en place d'une zone économique spéciale (ZES) de 70 hectares près du port de Sihanoukville, l'unique port international du pays. Cette ZES devrait attirer les

Renforcer les fonctions de service à la clientèle afin d'attirer des investissements actifs

Le Cambodge fait l'objet d'une attention croissante en tant que marché potentiel pour les investissements après la Chine et le Vietnam. La JICA y déploie une aide pour le renforcement des fonctions des institutions de service à la clientèle qui s'emploient à attirer des investissements du Japon et d'autres pays étrangers. Grâce aux efforts de grande ampleur qui ont été entrepris, les investissements des entreprises japonaises au Cambodge ont grimpé en flèche en 2010.



Un séminaire sur l'investissement au Cambodge a été organisé à Tokyo avec la participation de nombreux employés d'entreprises privées.

Manque d'information et de consultation efficace

Le Cambodge redouble d'efforts pour promouvoir le développement économique, mais attirer les investissements directs de pays étrangers qui favoriseront les transferts de technologies liées à la gestion et à la production et la levée de fonds n'est pas une tâche aisée. Les investissements provenant de Chine, de Thaïlande et d'autres pays ont augmenté suite aux efforts nationaux entrepris pour attirer les investissements étrangers, notamment en révisant les lois sur l'investissement et en renforçant les structures des institutions qui les reçoivent. Il n'en reste pas moins que les investissements des entreprises japonaises restent modestes. Cela s'explique notamment par les forts coûts de production dus à l'inadaptation des infrastructures et au manque d'information sur les opportunités et le climat d'investissement.

Les institutions de promotion de l'investissement des pays voisins, et plus particulièrement de

la Thaïlande et du Vietnam, fournissent aux investisseurs des informations complètes et des services de conseil, et elles contribuent activement à attirer les investissements. Au Cambodge cependant, les fonctions des institutions supposées fournir ce type de services sont extrêmement limitées, ce qui diminue l'attractivité du territoire pour les investisseurs.

C'est pourquoi en 2007, la JICA a commencé une coopération pour la promotion de l'investissement auprès du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), une institution qui a pour but d'attirer les investissements de l'étranger. Des conseillers en matière de promotion des investissements ont été envoyés en tant qu'experts et, depuis 2009, une étude de développement est menée afin de renforcer les fonctions de services à la clientèle en vue d'attirer des investissements au Cambodge. En mars 2011, un projet de coopération technique a été lancé pour enseigner aux responsables du CDC, les connaissances et l'expertise nécessaires pour attirer les investissements. Une aide a par ailleurs été déployée pour les fonctions de consolidation de l'information ainsi que pour mettre en place des activités de promotion des investissements.

Stimuler les investissements par l'utilisation de manuels et l'organisation de séminaires

En avril 2010, le « Guide des investissements au Cambodge »

(en japonais) a été élaboré dans le cadre d'une étude de développement. En mai de la même année, une série de séminaires sur l'investissement au Cambodge ont été organisés à Tokyo et Osaka par le Centre Japon-ANASE (une organisation internationale), le ministère de l'Économie de l'industrie et du commerce et le Centre japonais du commerce extérieur (JETRO). Ces séminaires ont permis d'attirer l'attention de nombreuses entreprises japonaises sur l'investissement au Cambodge. De fait, le niveau des investissements commence à enregistrer des progrès notables. Si, en quatre ans, de 2005 à 2009, les investissements totalisaient 180 millions USD, puis 35 millions USD pour la seule année 2010, pour 2011, les investissements japonais au Cambodge, en comptabilisant les projets en cours d'approbation, atteignaient déjà 130 millions USD à la fin mai.

Depuis 2011, la JICA assure une coopération technique dans plusieurs domaines afin d'améliorer les services du CDC nécessaires aux investisseurs. Concrètement, la JICA met en place un site internet d'information pour les investisseurs ainsi qu'une bibliothèque et un service d'accueil pour renforcer les capacités du CDC à fournir des informations sur les investissements. La JICA a également l'intention de renforcer les fonctions du Desk Japon, précurseur du Desk Cambodge, et d'organiser au Japon d'autres séminaires sur les investissements au Cambodge.

Promouvoir simultanément le développement des infrastructures

La JICA a accordé des prêts d'APD pour la rénovation et l'extension du port de Sihanoukville, appelé à devenir le principal centre commercial et industriel du Cambodge, ainsi que pour le développement de la zone économique spéciale (ZES) située à proximité. Le Japon contribue au développement économique du Cambodge en encourageant le développement d'infrastructures tout en soutenant l'entrée des entreprises japonaises sur son marché.

Vu par notre partenaire

Vice-président du CDC Ministre senior Sun Chanthol

Le Cambodge a encore beaucoup à faire, notamment encourager la diffusion d'informations utiles aux investisseurs, mais je crois que les séminaires sur l'investissement organisés au Japon ont eu un impact positif, car de nombreuses entreprises japonaises y ont participé. J'entends tirer parti de cette opportunité pour promouvoir l'investissement. Nous allons appliquer le plan d'action proposé par la JICA dans un avenir proche.

(Allocution prononcée lors d'un séminaire sur les investissements au Cambodge)



La zone économique spéciale (ZES) de Sihanoukville se met en place.

investissements directs étrangers et favoriser ainsi le développement des industries cambodgiennes tournées vers l'exportation, génératrices d'emplois pour les jeunes, entre autres. En février 2009, l'Agence a lancé une étude de développement axée sur le renforcement des fonctions de promotion des investissements ; elle a par ailleurs assuré le transfert des connaissances et des savoir-faire nécessaires auprès du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC). Ce type de coopération peut permettre de renforcer les capacités du CDC, en matière notamment de collecte d'informations et de promotion des investissements [→ voir l'étude de cas, page 117].

2. Promotion des petites et moyennes entreprises (PME)

Dans de nombreux pays en développement, le retard pris dans la mise en place des politiques et des institutions d'appui aux PME, le manque de réseaux d'entreprises, l'insuffisance des connaissances en matière de technologies et de gestion et un accès difficile aux financements ont entravé la croissance de ce secteur. Les efforts de formation des ressources humaines industrielles pour travailler dans ces entreprises sont également inadéquats.

Face à ces défis, la JICA assure une coopération visant à renforcer les capacités d'exécution des institutions publiques chargées de promouvoir les PME et des instituts d'enseignement, à développer les ressources humaines et à améliorer la qualité ainsi que la productivité des entreprises. De plus, étant donné les difficultés d'accès au financement pour les PME, la JICA entend apporter un soutien financier efficace sous forme de prêts d'APD [→ voir l'étude de cas, page 43].

Récemment, l'Agence a mis l'accent sur ses activités de coopération dans les pays en développement, tels que la Thaïlande, le Vietnam et le Mexique, où de nombreuses entreprises japonaises sont implantées. Cette coopération vise à créer une relation mutuellement bénéfique entre le pays bénéficiaire et les entreprises japonaises présentes sur son territoire. Au Vietnam, par exemple, la JICA a contribué à la promotion des petites et moyennes entreprises tout en soutenant les industries auxiliaires via une coopération globale en faveur des agences gouvernementales chargées de promouvoir les PME, des instituts d'enseignement, et des institutions financières, notamment. L'objectif est de transférer aux entreprises locales les moyens de superviser les industries auxiliaires qui approvisionnent en composants et en matières premières les entreprises japonaises implantées dans le pays, et de créer des ressources humaines qualifiées capables de travailler dans les entreprises japonaises.

La JICA appuie également le renforcement des institutions publiques qui fournissent des services aux entreprises en appliquant des méthodes japonaises d'amélioration continue de la qualité et de la productivité comme les 5S et le *kaizen*



Un expert dispense une formation en milieu de travail sur le conseil aux entreprises (projet de Centre d'amélioration de la productivité et de la qualité en Égypte).

[→ voir l'étude de cas, page 119]. Au Cambodge, par exemple, le dialogue politique sur les services aux entreprises a été mené sur la base des résultats obtenus dans une entreprise modèle où les 5S et le *kaizen* ont été appliqués, et ces méthodes ont même été intégrées dans les politiques gouvernementales.

Parallèlement à son soutien aux PME, la JICA accompagne aussi les parcours professionnels et favorise l'entrepreneuriat parmi les personnes vulnérables, notamment, en Colombie, les familles des combattants qui ont rendu les armes.

3. Promotion des industries et dynamisation des économies au niveau local

Les disparités régionales ont un impact sur la croissance économique et elles sont devenues un problème majeur dans de nombreux pays en développement. Au niveau local, ces pays font face à un besoin croissant de créer des opportunités d'emploi et de promouvoir les industries en dynamisant l'économie. Pour répondre à ce besoin, la JICA soutient le développement de l'industrie locale en s'appuyant sur le programme « Un village, un produit », et elle encourage l'utilisation des ressources locales pour créer des emplois et faire progresser les économies régionales.

Ce programme doit notamment être mis en œuvre dans 12 pays africains, conformément au plan d'action de Yokohama, annoncé lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV). Des études et des projets sont en cours au Malawi, au Kenya, en Ouganda et au Nigeria, où des efforts sont entrepris pour développer les structures gouvernementales d'aide aux groupes de petits producteurs et leur fournir un soutien en matière de comptabilité, de compétences commerciales de base et de techniques de production. Ces efforts portent également sur le renforcement de la structure collaborative entre les marchés et les groupes de producteurs. Des programmes similaires sont mis en œuvre en Asie, en Amérique Centrale et en Amérique du Sud.

4. Développement du tourisme

Auparavant, l'industrie touristique des pays en développement était dominée par des entités – promoteurs, voyagistes et chaînes hôtelières – à capitaux étrangers. Il s'agit là d'un développement touristique exogène. Sans être forcément néfaste, il ne permet pas à la population locale de profiter pleinement des retombées positives de l'activité touristique.

Les initiatives de la JICA visent à promouvoir un modèle de tourisme endogène, qui permette aux résidents locaux de développer ce secteur par leurs propres moyens et de manière durable, en utilisant les ressources dont ils disposent.

La JICA assure une aide dans les domaines suivants : (1) promotion de partenariats public-privé qui assurent la collaboration entre des institutions publiques telles que le ministère du Tourisme et les offices de tourisme locaux, des opérateurs privés tels que les voyagistes et les associations de guides, et la population locale ; (2) formation de ressources humaines afin de transmettre les connaissances nécessaires au développement du tourisme ; (3) développement de produits touristiques valorisant les ressources naturelles et le patrimoine tels que les paysages d'une beauté exceptionnelle ou les sites historiques, ainsi que l'artisanat local ou encore un art populaire propre à une région ; et (4) renforcement des capacités de promotion et de commercialisation du tourisme et du système d'exécution. Par ces efforts, la JICA entend contribuer à la mise en place d'un tourisme durable, facteur de développement régional et de réduction de la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable d'accroître les revenus de la population locale, de créer des emplois et d'instaurer des conditions favorisant l'harmonie sociale.

En Palestine et au Salvador par exemple, la JICA apporte une aide pour le développement des produits touristiques utilisant les ressources locales et elle assure la promotion de ces produits. En République dominicaine, le projet de tourisme durable fondé sur la participation des secteurs public et privé vise à jeter les bases nécessaires au développement d'un tourisme dont les retombées puissent bénéficier durablement aux communautés locales. Le volet consacré au tourisme du programme pilote du Laos (PPL) de réduction des écarts de développement et de l'intégration de l'ANASE vise à réduire les disparités entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Dans le cadre de ce projet, la JICA encourage le développement du tourisme au Laos, l'un des pays les moins développés d'Asie du Sud-Est, en utilisant les ressources touristiques naturelles, culturelles et historiques d'une manière appropriée et durable [→ voir l'étude de cas, page 38].

La JICA évalue ainsi les besoins de chaque pays et la situation des communautés locales, et elle soutient l'essor touristique qui convient à chaque pays ou à chaque région.

Ressources naturelles et énergies

Situation générale

Le secteur de l'énergie subit de profondes évolutions depuis des années.

Selon les *Perspectives énergétiques mondiales 2010* publiées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande énergétique mondiale devrait augmenter fortement à l'avenir, principalement

dans les pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par conséquent, les défis de la sécurité énergétique, notamment la diversification des énergies primaires, devraient être de plus en plus présents. Parallèlement, la question de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) continue d'alimenter les débats lors de réunions au sommet comme le G8 et le G20. Les pays participants renforcent leurs actions dans ce sens, conformément aux conclusions de la Conférence des parties (COP 15) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue à Copenhague en 2009 et qui identifie l'énergie comme le principal secteur d'émission de GES. Les technologies énergétiques ont également progressé de manière notable. Outre les améliorations apportées aux technologies de production énergétique conventionnelle, comme l'efficacité thermique des chaudières et des turbines, des efforts ont été entrepris pour développer des énergies nouvelles, telles que l'énergie solaire thermique, et pour commercialiser des systèmes d'approvisionnement énergétique avancés utilisant les technologies de l'information de pointe, comme les réseaux intelligents.

La communauté internationale doit être consciente de ces tendances et trouver la formule optimale du développement énergétique conciliant les perspectives à court et moyen termes avec la nécessité d'une vision à long terme.

En juin 2010, le gouvernement japonais a exposé sa Nouvelle Stratégie de croissance : un programme de revitalisation du pays qui établit que le Japon doit devenir une « puissance dans le domaine de l'énergie et de l'environnement » et promouvoir ses technologies énergétiques environnementales de pointe à l'étranger. Conformément

Étude de cas Dialogue sur la politique industrielle en Éthiopie

Utiliser l'expérience de développement économique de l'Asie pour l'Afrique

L'Éthiopie travaille avec acharnement pour développer son secteur privé en se basant sur l'expérience de développement économique de l'Asie. Pour soutenir ses efforts, la JICA organise un dialogue politique pour mettre en lumière l'expérience asiatique et elle aide le pays à élaborer sa politique industrielle.

Le premier ministre Meles Zenawi manifeste un vif intérêt

A l'occasion de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui s'est tenue à Yokohama en mai 2008, la JICA a organisé un symposium international, intitulé « Enseignements de l'Asie de l'Est pour la croissance africaine », auquel le premier ministre éthiopien, M. Meles Zenawi, a participé. Lors de la réunion du groupe de travail Afrique pour l'initiative en faveur du dialogue politique (IPD) qui s'est déroulée en juillet de la même année en Éthiopie, la JICA et les professeurs de l'Institut national des hautes études politiques (GRIPS) ont donné une conférence sur le développement économique de l'Asie. Le premier ministre Meles Zenawi a manifesté un vif intérêt pour cette

présentation et il a par la suite sollicité les conseils de la JICA en vue de créer une stratégie de développement industriel pour l'Éthiopie et d'améliorer la compétitivité des entreprises privées de son pays. Il a par ailleurs indiqué qu'il espérait pouvoir bénéficier de conseils par un échange de vues basé sur l'expérience de développement économique de l'Asie.

En octobre 2009, la JICA a conjugué ses efforts avec le GRIPS en ouvrant, sur une période de deux ans, un dialogue sur les politiques industrielles sous la forme d'un projet de recherche. De plus, la JICA déploie une coopération technique pour la mise en place du programme *kaizen* (améliorer la qualité et la productivité) afin de stimuler la compétitivité des entreprises.

Les dialogues auxquels ont participé le premier ministre, ses conseillers ainsi que les ministres et les organisations concernés ont permis des échanges de vues constructifs axés sur l'expérience de développement économique de plusieurs pays asiatiques. Ces dialogues contribuent ainsi à aider le gouvernement éthiopien à élaborer ses politiques.



À l'issue du dialogue sur la politique industrielle, Mme Kuwashima, directrice du département Développement industriel et politiques publiques de la JICA, remet au premier ministre Éthiopien, M. Meles, un manuel élaboré durant l'étude sur l'amélioration de la qualité et la productivité (*kaizen*) en Éthiopie, commencée en même temps que le dialogue.

à cette politique gouvernementale, la JICA apporte un soutien actif aux pays en développement dans le secteur de l'énergie.

■ Actions de la JICA

1. Électricité et énergie

Les trois points essentiels des programmes d'aide de la JICA concernant l'énergie et l'électricité sont les suivants : 1) instauration d'une croissance économique durable grâce à un approvisionnement stable en électricité, 2) promotion de la réduction des émissions de GES par la mise en place de technologies optimales et 3) promotion de l'électrification des zones rurales pour réduire la pauvreté.

Afin d'assurer un approvisionnement électrique stable, il est important de développer les systèmes de production, de transmission et de distribution énergétique de manière régulière et coordonnée, et de développer les capacités administratives et techniques des ressources humaines. En prenant ces éléments en considération, il est possible de développer les installations électriques de manière fluide et intégrée en assurant une coopération technique pour le développement et la planification des installations en fonction du contexte propre à chaque pays et de mettre en œuvre une coopération financière par l'octroi de prêts d'APD au stade de la construction. De plus, l'organisation de formations sur la gestion et la maintenance permet aux pays d'exploiter leurs installations de manière durable et d'accroître les effets de la coopération.

La communauté mondiale intensifie ses efforts de réduction des GES, tout comme les pays en développement : ils commencent à promouvoir l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, comme le solaire, l'éolien et la géothermie, ainsi que les technologies de production d'énergie thermique à haut rendement. Le Japon doit tirer parti de ses nombreuses connaissances sur le développement des énergies renouvelables et sur la construction et la maintenance de centrales thermiques à haut rendement pour réduire les niveaux d'émissions de GES dans le secteur énergétique des pays en développement [→ voir l'étude de cas, page 46].

Pour promouvoir l'électrification rurale, qui vise à améliorer le niveau de vie des communautés, il est important d'agir dans l'optique de la sécurité humaine. Cela implique que les plans d'électrification doivent être élaborés et mis en œuvre en se basant sur les besoins des résidents et des industries locales ainsi que sur les autres plans de développement. Par ailleurs, compte tenu du manque de techniciens dans le secteur de la production et de la distribution électrique dans les pays en développement, il est important de renforcer les capacités de maintenance et de gestion, notamment d'assurer simultanément le développement des structures de gestion des installations. Dans les pays enregistrant de faibles taux d'électrification, notamment en Afrique, des efforts sont en cours pour améliorer les taux d'électrification dans les zones rurales en utilisant des solutions hors réseau, comme l'énergie solaire ou d'autres techniques de production électrique.

La JICA assure également une coopération dans les pays en cours de reconstruction, comme le Rwanda et la Sierra Leone, notamment pour le développement de ressources humaines qui contribuent à la gestion des installations électriques.

2. Exploitations minières (ressources naturelles)

Dans le sillage du développement des économies nouvellement industrialisées, la demande en ressources métalliques est en pleine expansion. En outre, la crise des terres rares de 2010 a confirmé que la demande pour ce type de ressources augmente non seulement dans les



Générateur diesel offert à titre de don pour soutenir la reconstruction économique de la Sierra Leone, où la guerre civile s'est achevée en 2002. Depuis 2010, année de mise en service du générateur, la JICA apporte une coopération pour améliorer les capacités de la Sierra Leone à exploiter et gérer les installations électriques.

pays industrialisés, mais également dans les économies nouvellement industrialisées. L'utilisation efficace des ressources minérales limitées est importante pour les importateurs comme pour les exportateurs. Dans les pays en développement, la JICA soutient les systèmes de promotion d'un développement minier durable et l'accroissement des investissements dans ce secteur, ainsi que le développement des ressources humaines, la création de plans directeurs et la collecte d'informations sur les ressources minérales. La JICA fournit également des conseils pour la mise en place de mesures de protection de l'environnement dans le secteur minier et l'élaboration de plans de développement pour les infrastructures qui intègrent les questions environnementales et les industries liées. L'Agence appuie également l'élaboration de plans de soutien pour les communautés.

3. Efficacité énergétique

La JICA forme des techniciens en maîtrise de l'énergie pour appuyer les efforts en matière d'efficacité énergétique en tirant parti des technologies de pointe du Japon. Ce programme a eu de nombreuses retombées positives. La JICA déploie par exemple une aide pour la construction de systèmes de gestion énergétique et la formation de techniciens compétents dans la maîtrise des énergies thermique et électrique en Thaïlande, en Turquie et en Pologne. À l'issue d'une série de programmes en Turquie, les techniciens ont rapidement été en mesure de faire fonctionner les systèmes sans aide extérieure. Les sites concernés servent aujourd'hui de lieux de formation pour les pays tiers.

En Inde et au Vietnam, la JICA déploie actuellement un système de prêts aux intermédiaires financiers* dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Les prêts renforcent le financement et la capacité de mettre en place des projets d'efficacité énergétique. Complémentaires de la coopération technique, ils améliorent l'efficacité de l'aide. Ce système facilite le déploiement d'un soutien financier aux activités du secteur privé.

* Système permettant de faire transiter les prêts d'APD par des institutions de financement du développement du pays emprunteur pour les acheminer vers les PME locales.

Aide pour le commerce

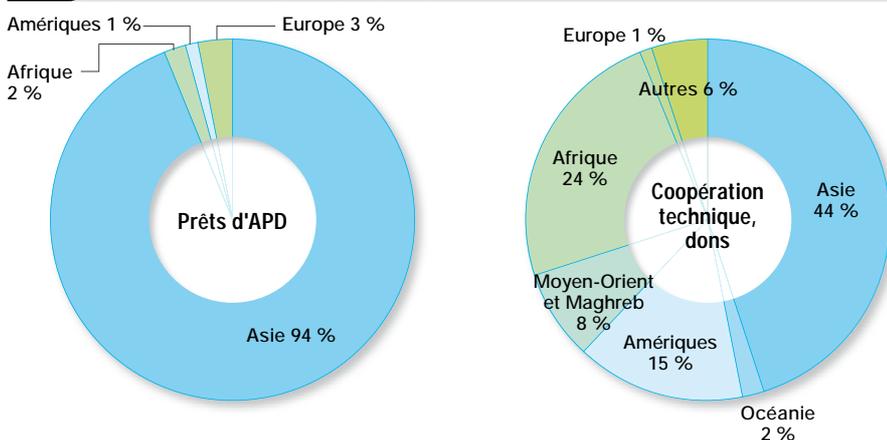
Qu'est-ce que l'aide pour le commerce (APC) ?

L'APC est conçue pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités du côté de l'offre et leur infrastructure liée au commerce afin qu'ils puissent bénéficier de l'essor des échanges commerciaux et faire reculer la pauvreté. Cela permettra à ces pays de réaliser des profits commerciaux et de parvenir à la croissance économique.

Actions de la JICA

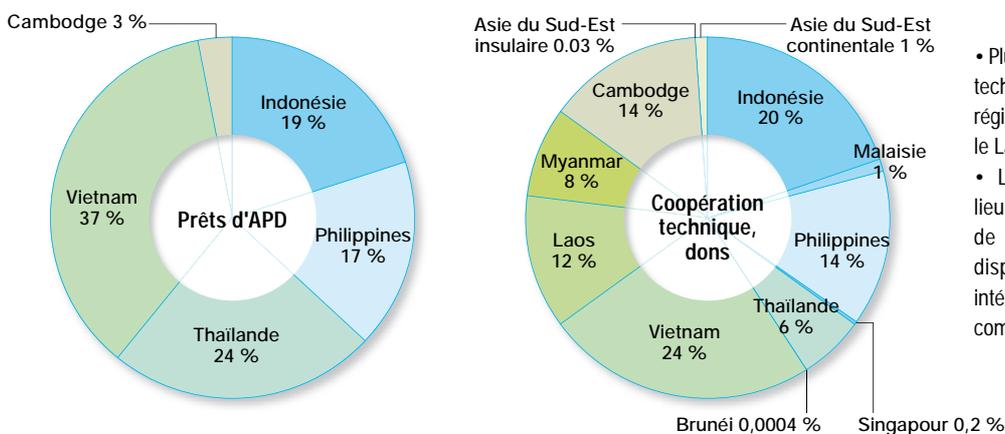
La JICA participe activement à l'initiative APC. En 2009, environ 54 % des projets financés par des prêts d'APD concernaient l'APC.

Figure 1 Répartition de l'APC par région (2009)



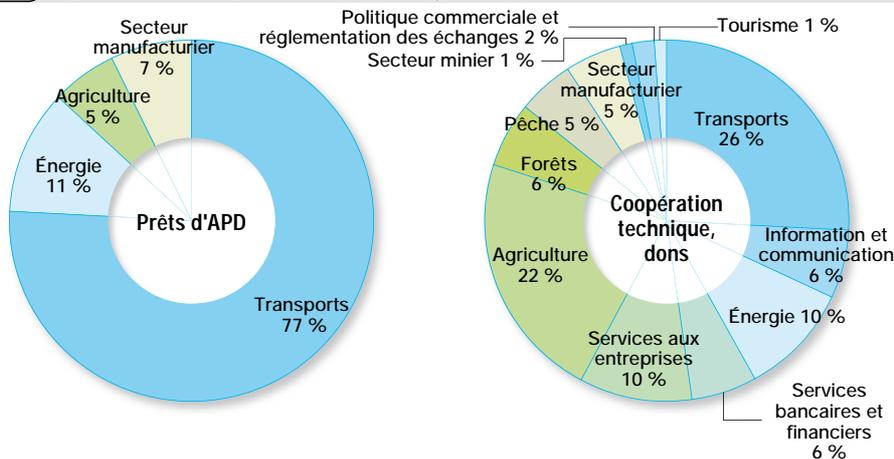
- Les programmes de prêts d'APD, de coopération technique et de dons se concentrent sur l'Asie. En 2009, l'Asie représentait 94 % des prêts d'APD liés à l'APC et 44 % de la coopération technique et des dons liés à l'APC.
- L'Afrique représentait 24 % de la coopération technique et des dons, en 2e position derrière l'Asie.

Figure 2 Répartition de l'APC par pays de l'ANASE (2009)



- Plus de la moitié des projets de coopération technique et de dons mis en œuvre dans la région de l'ANASE concernent le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam.
- Les prêts d'APD bénéficient en premier lieu au Vietnam, ce qui montre que l'aide de la JICA privilégie la correction des disparités entre pays de l'ANASE et une intégration accrue via l'essor des échanges commerciaux.

Figure 3 Répartition de l'APC par secteur dans la région de l'ANASE (2009)



- La JICA se concentre sur le développement de l'infrastructure économique dans la région de l'ANASE, afin d'accélérer la croissance au bénéfice de tous les habitants de cette région.

Note : Les chiffres étant arrondis à l'entier le plus proche, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100.